

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/G20-Ce-qui-a-ete-obtenu-et-ce-qui-reste-a-negocier>

G20 :Ce qui a été obtenu et ce qui reste à negocier.

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mercredi 1er avril 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Accords obtenus

- ▶ **Plan de relance** : Le G20 approuve l'effort budgétaire estimé à 2 500 milliards de dollars sur deux ans, soit 2 % du PIB mondial, un montant conforme aux exigences du FMI. Les pays qui peuvent dépenser plus seront invités à le faire. Des nouvelles relances ne sont pas exclues notamment en Chine ou au Japon, si la crise l'exige.
- ▶ **Politique monétaire** : Les banques centrales devront baisser les taux d'intérêt au niveau le plus bas possible aussi longtemps que nécessaire. Les politiques « non conventionnelles », comme les achats d'obligations privées ou publiques, sont encouragées.
- ▶ **Sauvetage du secteur financier** : Le G20 approuve le soutien aux banques : apport de liquidités, recapitalisation, garanties des dettes, ou des actifs toxiques, mais aussi « bad bank » à l'étasunienne. Les plans de sauvetage pour le secteur financier effectués par par différents pays atteignent les 4 000 milliards de dollars.
- ▶ **Aide au développement** : La Banque mondiale avance la somme de 700 milliards pour les besoins de financement non satisfaits des pays en développement, qui eux demandent de « renforcer substantiellement les prêts aux banques de développement » et « d'aider les pays pauvres, les plus touchés par la crise ». La somme à débloquer reste à connaître .
- ▶ **Renforcement des ressources du FMI** : Accord pour doubler les apport au FMI qui aujourd'hui sont de 250 milliards de dollars. Les États-Unis veulent tripler ces ressources, en augmentant les nouveaux accords d'emprunt de 500 milliards de dollars. Le Japon et l'Union européenne promettent 100 milliards de dollars d'aide supplémentaire.
- ▶ **Lutte contre le protectionnisme** : Accord sur la nécessité de lutter contre tout protectionnisme. Depuis novembre 2008, 17 pays sur les 20 de la réunion de Washington, ont pris des mesures protectionnistes, d'après la Banque mondiale. La Banque mondiale voudrait créer un fonds de soutien de 50 milliards de dollars, qui pourrait être porté à 100 milliards de dollars en faveur du commerce mondial.

Négotiations en cours

- ▶ **Liste noire et sanctions contre les paradis fiscaux** : La publication de listes de juridictions non coopératives, avec des sanctions à la clé n'est pas acquise. Les Européens veulent obtenir la publication de trois listes : les paradis fiscaux ; les pays qui ne respectent pas les normes antiblanchiment ; et ceux qui ne coopèrent pas en matière de délits financiers. Les États-Unis ne veulent hausser le ton que sur la fraude fiscale. Silence anglais, les paradis fiscaux font partie de l'économie britannique.
- ▶ **Surveillance des hedge funds** : L'UE veut surveiller et encadrer les *hedge funds* dont la faillite est source de danger pour les banques. Les États-Unis acceptent que la régulation des *hedge funds* soit mentionnée dans le communiqué du G20, mais ils veulent pouvoir rester maîtres des normes à venir.
- ▶ **Renforcement des capitaux propres des banques** : Les ministres des Finances ont conclu un « accord politique » le 14 mars dernier sur « le renforcement du capital des banques en haut de cycle et sur la limitation de l'effet de levier ».
- ▶

Limiter les bonus des traders : « Nous nous mettrons d'accord sur des règles internationales de rémunération des banquiers », a promis mardi Gordon Brown, le premier ministre britannique. Les Européens veulent limiter les bonus des traders, les Anglo-Saxons ne veulent pas aller aussi loin.

- ▶ **Encadrement des agences de notation** : Les agences de notation devront adopter un code de bonne conduite au niveau mondial. Elles devront aussi s'enregistrer dans les zones où elles sont actives à la demande des Européens. Ces agences devront mettre fin aux conflits d'intérêt dus à leurs activités de conseil et celles de notation.
- ▶ **Révision des normes comptables** : Les Européens veulent réformer la gouvernance de l'*International Accounting Standard Board* (IASB) - le régulateur comptable mondial - accusé par certains banquiers d'avoir aggravé la crise en poussant à l'adoption de normes dites « en valeur de marché ». Les Américains sont contre.
- ▶ **Pouvoirs du régulateur mondial** : Les États garderont la surveillance et la régulation de leurs propres places financières. Ils devront seulement s'engager à respecter des principes décidés en commun.
- ▶ **Réformes du FMI et de la Banque mondiale** : Création d'un « Conseil des ministres » chargé de définir ses orientations. Les ministres des Finances des pays membres seraient plus directement impliqués. Nouvelle répartition des quotas des pays émergents ou en développement. Abandonner de "la tradition" qui donne la présidence de la Banque Mondiale aux Etats-Unis et celle du FMI à l'Union Européenne.